

Arrêté préfectoral du 31 AOUT 2023
portant levée de mise en demeure prise à l'encontre de la SARL
LES GRANITS DE SEPT-FAUX, exploitant une carrière de granite
située lieux-dits *Le Lac-Bas, Fontcrabe* et *l'Oustalet* – 81100 BURLATS

Le Préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'Environnement ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 7 juin 2023, portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 autorisant la SARL LES GRANITS DE SEPT-FAUX sise 3 rue de l'Arc boisé – 81000 Castres, à exploiter une carrière de granite lieux-dits *Le Lac-Bas, Fontcrabe* et *l'Oustalet* de la commune de Burlats – 81100 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2023 mettant en demeure la SARL LES GRANITS DE SEPT-FAUX, exploitant une carrière de granite située lieux-dits *Le Lac Bas, Fontcrabe* et *l'Oustalet* – 81100 Burlats, de respecter les dispositions des articles DG7, CE 7, CE 8 et CE 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 1^{er} décembre 2003 ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance déposé le 17 avril 2023 en préfecture du Tarn demandant la modification des conditions d'exploitation de la carrière de granite susvisée lieux-dits *Le Lac Bas, Fontcrabe* et *l'Oustalet* à Burlats et la prolongation de la durée de l'autorisation ;

Considérant que le dossier de porter à connaissance déposé le 17 avril 2023 en préfecture du Tarn :

- présente un plan du site de la carrière, dressé le 18 janvier 2023 ;
- demande l'autorisation d'approfondir la cote d'extraction à une valeur de 400 m sur la zone Ouest de l'exploitation ;
- demande la révision du phasage de l'exploitation ;

Considérant que ce dossier de porter à connaissance répond aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure susvisé du 3 janvier 2023 ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'arrêté préfectoral du 3 janvier 2023 mettant en demeure la SARL LES GRANITS DE SEPT-FAUX de respecter les dispositions des articles DG7, CE 7, CE 8 et CE 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 1^{er} décembre 2003, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2^o de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4^o du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Article 3

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Burlats en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Burlats dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée identique.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Burlats sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifié à la SARL LES GRANITS DE SEPT-FAUX à Castres.

Fait à Albi, le **31 AOÛT 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,



Sébastien SIMOES